

Non à l'école « quitte ou double »

Titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université Laval de Québec, **DANIEL DURANLEAU** coordonne un organisme de développement social dans le quartier montréalais de Saint-Léonard; il est commissaire scolaire d'Hochelaga-Maisonneuve depuis huit ans et président d'ATD Quart Monde Canada.

Au Québec, les commissaires scolaires, élus de la collectivité, exercent des responsabilités qui peuvent s'apparenter à celles de conseiller municipal chargé des écoles en France. Ils déterminent les orientations de la commission scolaire dans l'intérêt supérieur des élèves, des parents, des personnes qui les ont élus. L'auteur livre ici ses réflexions.

L'école est rarement un choix libre. C'est une obligation dont le sens s'est perdu, une obligation mal assumée, génératrice de difficultés particulièrement injustes. Pour trop d'élèves, en effet, elle est souvent « quitte ou double ».

Un enfant qui a sa place à l'école

Depuis huit ans, je suis commissaire scolaire d'Hochelaga-Maisonneuve, un quartier montréalais défavorisé qui compte neuf écoles. Avec mes vingt autres collègues élus, nous formons le gouvernement scolaire de Montréal avec ses cent mille élèves, deux cents établissements et seize mille employés. Depuis quatre ans, j'en suis le vice-président. Nous avons collégialement refusé la situation « quitte ou double ». En effet je suis convaincu que si on pouvait collectivement mieux réussir l'école, on ferait une avancée significative pour faire reculer durablement pauvreté et précarité. C'est clairement pour cela que je me suis engagé en politique scolaire afin de contribuer à mener l'école montréalaise plus loin. Et les défis sont grands : 42% de nos élèves vivent dans des familles à faibles revenus et plus de la moitié n'ont pas le français ou l'anglais

comme langue maternelle. Tous ont cependant du potentiel et les capacités d'apprendre. Notre capital brut humain est formidable.

L'école est affaire d'hommes et de femmes. Cela en fait sa grande force mais aussi une faiblesse et une vulnérabilité certaines. Avec les années, l'expérience m'a démontré que les choses sont rarement toutes noires ou toutes blanches. L'éducation au quotidien est un monde de teintes voire de nuances.

Comme commissaire (et comme parent de quatre enfants), je suis très interpellé par la place des parents dans notre école et par la meilleure façon de soutenir les familles les plus vulnérables. Il faut se donner l'objectif ambitieux de décider de faire de la place pour tous les parents.

Vouloir travailler avec tous les parents c'est d'abord le faire pour l'élève car il y a une relation très directe entre la perception du parent envers l'école et le regard qu'y pose son enfant. Travailler à ce que les parents aient leur place à l'école (et surtout la gardent au fil des ans) c'est ainsi directement travailler à la réussite du jeune.

Plus qu'une porte ouverte aux parents

Une directrice d'école m'avait dit toute fière, il y a quelques années : « *Ma porte est toujours grande ouverte pour les parents !* » C'est parfait mais c'est tout à fait insuffisant !

J'ai beaucoup aimé l'initiative de la directrice de l'école Hoche-laga qui a lancé ce qu'elle appelle gaiement « le chocolat chaud de la directrice ». L'idée est tellement simple que l'on se demande pourquoi elle n'est pas encore généralisée. À trop d'endroits, on ne sait pas profiter de ces occasions, de ces opportunités. Et c'est d'ailleurs un constat assez généralisé. Dans le quotidien scolaire, on accumule les occasions ratées d'avoir fait le pas qui aurait permis l'échange. Combien de parents me disent trouver dommage, par exemple, que l'enseignant n'ait pas écrit de commentaires dans le bulletin de leur enfant. Cela aurait pourtant fait une différence.

Une fois par semaine, cette directrice va à la rencontre des parents qui sont là sur le trottoir. Elle leur offre un chocolat chaud et là, elles « placotent » comme on dit ici. Elles parlent de tout et de rien mais rapidement elles se mettent à parler de l'école. Ces contacts sont précieux et permettent d'aller au-delà de plein de questionnements sans réponse. Ces contacts entretiennent le dialogue. Il faut du temps parfois pour établir la confiance et la complicité. Et plus les familles sont vulnérables, abîmées, farouches comme à l'école Hochelaga, plus ce temps sera long.

Cet exemple illustre la nécessité de multiplier les portes d'entrée possibles entre l'école et les familles. Cette notion de moyens variés et diversifiés est clairement devenue une nécessité. On ne peut espérer faire participer tous les parents avec un seul moyen, une seule porte. Or l'école est traditionnellement habituée à travailler de manière monolithique. Que l'on pense ici aux rencontres avec les parents-enseignants sur un seul modèle et selon un horaire qui convient à l'école. Cela ne peut plus être le cas.

Des personnes - pivots

Plusieurs de nos écoles se sont dotées au fil des ans d'agents familles-école-communauté (AFEC). Des budgets supplémentaires ont été accordés aux écoles des milieux défavorisés pour l'embauche de ces personnes-pivots. Nous en avons fait une priorité budgétaire.

Je pense notamment ici à un formidable trio de dames, toutes trois mamans d'enfants devenus grands, qui sont actives dans le lieu nommé *Trois écoles de la rue Adam* et qui sont devenues une réelle référence pour les familles. Beaucoup de familles s'y reconnaissent, se sentent à l'aise, se confient. Leur sensibilité et leur vécu créent les conditions de base aux échanges, ce que le milieu institutionnel classique ne peut toujours faire. Petit à petit, nous étendons cette pratique à l'ensemble des quartiers montréalais.

Comme pour toute expérience si pertinente puisse-t-elle être, il faut être vigilant quant à certains effets secondaires non désirés. Dans ce cas-ci, le principal danger est que l'ensemble de l'école se « décharge » de la responsabilité de bien travailler avec les familles. Comme c'est supposément le mandat de quelqu'un de précis, la tentation peut être grande de se replier sur ses affaires comme avant et de laisser les parents, surtout les « parents dits difficiles », aux AFEC. C'est un réel piège à éviter car il peut créer rapidement un ghetto.

Repenser les liens avec les parents

Soyons honnêtes, bon nombre d'écoles ont une assez grande peur de certains parents et elles auront tendance à limiter les contacts au plus strict minimum. Le directeur de l'Association des directeurs montréalais en convenait récemment. Il est cependant possible de faire autrement. Il faut avoir la simplicité de demander, par exemple que les parents accompagnent les sorties scolaires. C'est peut-être tout simple mais cela envoie d'abord le message que les parents (et tous les parents, pas seulement certains) sont les bienvenus et que l'on souhaite leur présence. C'est tellement important dans le développement du sentiment d'appartenance! Cela aide à créer une nouvelle dynamique. Est-ce que c'est parfois exigeant? Évidemment, mais c'est drôlement gagnant.

Personne ne prétend que la communication famille-école est facile ou tracée d'avance. Une directrice me disait ne remettre aucun document écrit aux assemblées de parents (et donc faisait tout oralement) car elle savait que certains parents étaient analphabètes et elle ne voulait pas les « provoquer ». L'intention était louable mais il vaut peut-être mieux mettre un certain nombre de documents sur la table d'accueil et laisser les gens les prendre ou pas. Un support écrit peut toujours aider à bien suivre.

En même temps, une maman se fâche à chaque fois qu'elle reçoit une feuille de l'école. « Elle (la directrice) sait pourtant que je ne sais pas lire ! ». Mais serait-il préférable que quand les feuilles sont données aux élèves pour qu'ils les mettent dans leur sac à l'école, l'enseignante dise : « Toi, Jessica, n'en prends pas. Ta maman ne sait pas lire » ?... L'école est un monde de nuances, de teintes.

Un langage franc et compréhensible

Aucun compromis cependant à faire avec l'utilisation d'un langage clair, précis, compréhensible tant à l'oral qu'à l'écrit. Et là, malgré des avancées, il reste encore beaucoup à inventer.

Combien de fois avons-nous entendu des parents nous dire que tout ce qui provient de l'école est négatif, que l'école ne communique avec eux seulement pour leur faire des reproches, pour se plaindre de leur jeune ? Il importe donc de penser et faire autrement.

Ces parents reconnaissent l'importance de l'école et du travail quotidien de ses professionnels mais ils souhaitent que l'école reconnaisse les efforts concrets qu'eux aussi mènent. Les résultats escomptés ne sont pas toujours atteints et il faudra continuellement réfléchir à la manière de mieux repenser et de soutenir ces efforts mais il faut savoir bâtir sur ce qui est fait et non continuellement sur ce qui devrait être. C'est vraiment là la prise que l'école peut utiliser pour toujours garder le lien.

Mais derrière des messages positifs, il faut prendre garde aux lunettes roses. L'école doit être ambitieuse, exigeante pour le jeune. On fera toujours erreur en abaissant, consciemment ou non, les attentes que l'on a parce qu'il s'agit de familles défavorisées ou vulnérables. Agir et penser comme cela ne relève pas de la bienveillance. Cela relève de la discrimination et cela est absolument inacceptable. On n'aidera jamais un élève ou sa famille avec seulement des « *Pauvre toi, ce n'est pas de ta faute...* ».

Il faut pourtant que le dialogue soit franc entre les familles et l'école. À de nombreuses reprises, le milieu scolaire va émettre des doutes, des questionnements voire des incompréhensions. À l'école secondaire du quartier, par exemple, les enseignants vont souvent me répéter que plusieurs parents vont banaliser l'absentéisme de leur enfant, vont l'excuser sans problème renvoyant ainsi le message que finalement l'école ce n'est pas si important que cela. Cela ne peut être gagnant comme attitude.

Une école plus communautaire

La loi sur l'instruction publique du Québec accorde des pouvoirs importants aux parents via le conseil d'établissement de chacune, conseils où les parents sont toujours majoritaires. Ces conseils sont décisionnels, par exemple, sur la liste des fournitures scolaires, la répartition du budget dévolu à l'école, les règles de vie, etc.

Or, il est bien documenté que les parents moins scolarisés ou nouvellement arrivants, y sont sous-représentés. Non pas qu'il y ait une discrimination institutionnelle systémique mais, dans les faits, cette sous-représentation existe. Il faut certes travailler à l'éliminer tout comme il faut travailler à ce que les parents puissent garder en tête la réalité de tous les parents dont les enfants sont à leur école. Ce n'est pas gagné d'avance. C'est là un chantier qu'il faudrait encore bien mieux travailler.

Le gouvernement scolaire dont je fais partie a fait prendre

depuis 2003 un tournant assez marqué à l'école montréalaise. Brisant l'idée qu'une école est un bateau isolé et autonome sur sa mer éducative, nous avons renforcé les liens directs entre une école, les familles et la communauté. Nous n'avons pas inventé le concept mais, à l'échelle québécoise, nous l'avons certainement poussé le plus loin.

Cette orientation s'appuie sur un constat indéniable. L'école, et tout particulièrement en milieu défavorisé, ne peut relever seule ou de manière satisfaisante le triple défi du « instruire, qualifier, socialiser » les élèves tel que nous le demande le législateur québécois. Le fameux village dont tout enfant a besoin pour bien grandir doit être construit.

L'école communautaire c'est donc une école fortement ancrée dans son milieu. Parce que les problèmes de logement, la situation économique des parents, le passé migratoire des familles ont tous des impacts majeurs sur la scolarisation et la réussite scolaire des élèves, il faut donc développer une vision plus globale et intégrée.

Concrètement, cela veut dire tisser des liens beaucoup plus étroits avec les organismes communautaires du quartier dont les familles des élèves sont membres. Offrir les espaces scolaires pour des fêtes de quartier, des activités sportives. Participer à des coalitions pour réduire la circulation routière autour des écoles. Mener ensemble des campagnes pour la persévérance scolaire. Sensibiliser les commerçants aux réalités scolaires des jeunes qui travaillent chez eux.

Nous sommes passablement fiers du développement de cette école communautaire montréalaise. De plus en plus, se développe le concept du « jeune Montréalais », qui appartient à tout le monde et qui n'est pas découpé en morceaux en étant, selon les heures et les jours, un « élève de la commission scolaire » ou « un jeune du camp de jour de la ville » ou « un jeune de telle rue ». Comme je le disais, c'est aussi l'ampleur des défis à relever qui a forcé cette mise en commun de nos forces et ambitions. ■